

Nul ne peut désormais douter que la campagne présidentielle est belle et bien lancée.

Le « Pénélope Gate » est là pour l'attester.

A chaque échéance, nous faisons le même rêve. Nous allons vivre une **vraie** campagne électorale. Ayant chacun mûri son projet, les candidats vont s'affronter sur des programmes, des idées, des perspectives. Ils vont argumenter, et nous, électeurs, pourrons nous prononcer en toute connaissance de cause.

Patatras, encore raté !

Alors que notre pays décroche doucement mais inexorablement ; alors que tous les indicateurs ou presque sont au rouge ; alors que nos performances nationales sont invariablement inférieures à celles des pays comparables ; alors que nous vivons l'une des mutations les plus profondes qu'ait connue l'humanité (la révolution numérique) et qu'il nous choisit (vite) entre s'adapter ou disparaître ; alors que le monde est plus incertain qu'il ne l'a été depuis longtemps... le sujet unique depuis plusieurs jours est : l'emploi de madame Fillon était-il ou non fictif ? Si Pénélope Fillon a bien travaillé comme assistante parlementaire de son mari, son salaire était-il trop élevé ou non ?

Une enquête a été ouverte avec une célérité à laquelle nous ne sommes pas habitués. Mais les décisions de justice ont-elles encore une portée ? Les justices médiatiques et populaires sont bien plus redoutables.

Face à la morale, le légal ne pèse pas lourd. C'est ce qui nous a été répondu lorsque nous avons suggéré à l'auteur d'une pétition intitulée : Mme Fillon, rendez-nous ces 500 000 euros (actualisé à 800 000 euros) d'attendre la fin de l'enquête du parquet financier.

Il n'est ici aucunement question de défendre, si les faits étaient avérés, un enrichissement sans cause, un détournement d'argent public ou un quelconque abus de quelque nature que ce soit. Bien au contraire.

Il est question de tenter de prendre la mesure de la portée de l'événement dans sa dimension politique, de tenter de remettre les choses en perspective.

Les faits reprochés à monsieur Fillon sont-ils d'une gravité telle qu'ils l'empêchent de se présenter à l'élection présidentielle (une centaine de députés sont dans son cas ; aucun règlement n'interdit à un député d'embaucher un membre de sa famille) ? Dans le cas où il serait élu, n'aurait-il pas la légitimité pour diriger le pays (il l'a eu pour diriger le gouvernement de 2007 à 2012) ?

Si tel est le cas, il faut que notre prochain Président soit ir-ré-pro-cha-ble. Non pas compétent, apte à diriger la cinquième puissance mondiale, mais ir-ré-pro-cha-ble. Exit, dans ce cas, Marine Le Pen qui a fait rémunérer des militants de son parti par le Parlement européen. Exit, également, Emmanuel Macron qui a sous-estimé sa fortune et a dû acquitter de l'ISF après vérification du fisc et qui est suspecté d'avoir utilisé les fonds de Bercy au profit de son mouvement.

Il resterait donc à choisir entre... Benoît Hamon et Jean-Luc Mélançon (et éventuellement quelques autres candidats encore à la recherche des 500 signatures) et « les plans B » que les partis seraient contraints de dépêcher, à condition, bien sûr, qu'aucune nouvelle affaire ne vienne troubler le jeu.

Et cela peut durer à l'infini, chaque individu ayant probablement une part d'ombre.

Ceux qui ont suivi les cours de catéchisme, dans leur enfance, ont appris qu'il existe des péchés capitaux et des péchés véniels. En politique, il n'y a que des fautes impardonnables. Il est interdit de les hiérarchiser. Comment expliquer que la révélation, par deux journalistes, de la diffusion d'un secret Défense par le Président en fonction n'ait mérité que quelques lignes dans la presse quand l'emploi (légal) de sa femme par un député occupe les médias depuis près de quinze jours ?

Voudrait-on nous expliquer qu'il nous **bien** voter qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

François Fillon, on nous l'a assez répété, était le *looser* de la primaire de la droite et du centre. Quelle faute (puisqu'il n'est plus question que de faute) n'ont pas commise les électeurs en le désignant !

Entre la légalité et la moralité, personne n'a évoqué la responsabilité. Si cette information avait été diffusée avant la primaire de la droite et du centre (ou, mieux encore quand monsieur Fillon était Premier ministre), les électeurs qui y ont pris part auraient pu se décider en toute connaissance de cause.

Mais en la diffusant entre la primaire et l'élection, les journalistes (et leur source) ne pouvaient pas ne pas savoir qu'ils allaient torpiller l'élection la plus importante de notre vie démocratique. Ce que l'un des journalistes à l'origine de l'affaire traduit par « un joyeux bordel, une désopilante panique » (Billet de Louis-Marie Horeau, rédacteur en chef du Canard enchaîné, dans l'édition du 1^{er} février).

Quelle franche rigolade, en effet, de tenter d'éliminer ainsi le représentant de l'un des plus importants partis politiques et de priver, du même coup, une grande partie des électeurs de leur choix. Qui est le suivant ? Va-t-on tenter d'éliminer un à un tous ceux que l'on présente comme potentiel vainqueur de la présidentielle ? Sans doute est-ce la raison pour laquelle rares sont les politiques qui se laissent aller à surenchérir. Ils se savent tous cible potentielle.

Depuis le début de l'affaire, toute la presse se déchaîne : François Fillon **doit** céder sa place. Que François Fillon ait été désigné sans ambiguïté représentant de la droite et du centre, que dans une démocratie, seuls les électeurs puissent imposer leur choix. Rien n'y fait.

Il ne tient qu'à nous, électeurs, de refuser la pression. De refuser la politique spectacle, le règne de l'émotion. Qu'il s'agisse de ce candidat ou d'un autre.

Voilà pourquoi François Fillon n'a d'autre choix que d'aller au bout de sa démarche. Parce que c'est aux électeurs de confirmer ou infirmer leur choix les 23 avril et 7 mai prochain ; parce que renoncer serait accorder un grand honneur à ceux dont l'objectif est de provoquer « un joyeux bordel, une désopilante panique » (et accessoirement à propulser les ventes de leur journal).

Espérons que le jeu de massacre va s'achever, qu'aucun autre candidat ne sera victime du même traitement et que nous allons enfin pouvoir aborder et débattre des **vrais** sujets.

Notre pays le mérite.

Françoise Saillant